



ECHOS *de la* MONUSCO

Volume VII - N°46 • Juin 2015



ONU : 70 ans de maintien de
la paix dans le monde

30 juin 2015

**55 ans depuis l'accession
de la RDC à l'indépendance**



Justice, Sécurité, Consolidation de la paix :

**La perception des Congolais
à travers le Projet "Polling"**



30 juin 2015, Uvira, Sud Kivu : une marche d'unité et de solidarité (ONU-RDC-Pakistan) organisée à l'occasion de la fête nationale congolaise

Photo MONUSCO/Pakbart3

Consolider l'Etat à l'Est de la RDC

✎ Par Charles Bambara*

Sommaire

Actualité

- 3 Nations Unies - 70 ans : "vers un avenir plus sûr pour les peuples" préconise Ban Ki-moon
- 4 La fête d'indépendance de la RDC célébrée avec faste à Matadi
- 5 Consolidation de la paix, dialogue national et élections à l'ordre du jour
- 6 "La Belgique et la République démocratique du Congo évoluent en parfaite communion", selon l'ambassadeur Michel Lastchenko
- 8 Elections : la MONUSCO réaffirme les conditions de son soutien
- 9 "L'union fait la force" souligne Jean Baillaud, Commandant adjoint de la force de l'ONU

Dossier spécial

- 10 Projet "Polling" : un impact réel pour la MONUSCO dans sa revue stratégique, selon Martin Kobler
- 11 "Polling" : un projet qui donne la parole aux populations congolaises
- 12 Consolider l'Etat, une nécessité
- 13 L'amour du travail bien fait pour Christine Faïda
- 14 Le partenariat agissant entre la MONUSCO, le PNUD et les universités congolaises
- 15 Harvard Humanitarian Initiative : son impact et sa contribution à la recherche
- 16 Zoom sur la section des Affaires Civiles

Coopération

- 17 Le soutien des Nations Unies pour l'exécution des engagements de la RDC

Vie de la Mission

- 18 La MONUSCO immortalise ses 15 ans de présence en RDC

La Section des Affaires Civiles de la MONUSCO vient de lancer auprès des populations une collecte de données devant servir à mesurer le niveau de pacification des territoires dans l'Est de la République démocratique du Congo.



Connu sous l'appellation "Polling project", cette action de grande envergure sera conjointement menée par la MONUSCO, le PNUD et Harvard University Humanitarian Initiative (HHI). L'étude couvrira la période 2015-2016, avec des descentes trimestrielles, dans les villages- même les plus reculés des provinces du Nord Kivu, du Sud Kivu et Orientale.

L'objectif de ce projet consiste à mener une grande enquête au sein de la population des provinces orientales de la RDC afin de connaître leur perception et leurs attitudes envers la paix, la sécurité et la justice. Après ces enquêtes, les résultats seront fournis aux agences internationales, aux bailleurs de fonds internationaux et aux acteurs étatiques de la RDC pour une meilleure planification de besoins à cibler et les appuis dans la programmation de ses lignes d'actions prioritaires. Bref, ce projet est une priorité, non seulement pour la Section des Affaires Civiles de la Mission mais également pour toute la MONUSCO qui doit mobiliser ses efforts dans les deux prochaines années.

Comme l'a bien souligné le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Martin Kobler, dans sa lettre mensuelle de juin 2015, "ayons à l'esprit notre crédo : Une force, une Mission, un mandat". Ainsi que l'affirme également M. Kobler, malgré l'avancée timide du dialogue en cours depuis la mi-avril, la MONUSCO vient de franchir récemment une étape importante en partenariat avec les autorités congolaises. Il s'agit d'une évaluation conjointe de la situation sécuritaire dans les principales localités des provinces du Nord Kivu et du Sud Kivu, Orientale et dans le Katanga.

En cette année où sont célébrés les 70 ans de l'ONU, les 55 ans de l'accession de la RDC à la souveraineté nationale et les 15 ans de la MONUC-MONUSCO, il était temps de prendre en considération les perceptions des bénéficiaires de nos actions. Qui sont-ils, comment voient-ils les différentes interventions des gouvernants et de ceux qui sont venus les appuyer dans leur démarche de consolidation d'une paix mise à très rude épreuve, depuis bien des années?

Les résultats de cette enquête seront un outil de planification et de travail indéniable pour la MONUSCO et les autres acteurs afin d'avoir plus d'efficacité sur le terrain, et de mieux remplir la mission qui nous a été confiée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies ■

*Directeur de la Division l'Information Publique

Directeur de l'Information Publique
Charles Antoine Bambara

Coordonnatrice des Publications
Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef
Joseph Tshimanga

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Contributeurs

Tom Tshibangu, Yulu Kabamba, Théophile Kinda, Abdourahmane Diallo

Nations Unies - 70 ans : “vers un avenir plus sûr pour les peuples”, préconise Ban Ki-moon

Le 26 juin 2015 marque le 70^{ème} anniversaire de l'adoption de la Charte de l'Organisation des Nations Unies. “À 70 ans, l'ONU peut faire un retour sur un fier bilan, celui d'avoir travaillé avec de nombreux partenaires pour éliminer le colonialisme, vaincre l'apartheid, maintenir la paix dans des lieux en proie à des troubles et formuler un ensemble de traités et de droit pour protéger les droits de l'Homme...”, souligne le Secrétaire général de l'Organisation, Ban Ki-moon, dans un message dont voici quelques extraits.

✉ Par Joseph Albert Tshimanga/MONUSCO

(...) Au moment où nous célébrons l'anniversaire de l'adoption, le 26 juin 1945 à San Francisco, de la Charte fondatrice de l'Organisation, j'espère que les membres de la famille humaine se rassembleront pour œuvrer avec plus de détermination en faveur d'un avenir plus sûr et plus durable pour “nous, les peuples”, au nom desquels la Charte a été rédigée.

À 70 ans, l'ONU peut faire un retour sur un fier bilan, celui d'avoir travaillé avec de nombreux partenaires pour éliminer le colonialisme, vaincre l'apartheid, maintenir la paix dans des lieux en proie à des troubles et formuler un ensemble de traités et de droit pour protéger les droits de l'homme. Chaque jour, l'ONU nourrit des personnes souffrant de la faim, offre un abri aux réfugiés et vaccine les enfants contre la poliomyélite et d'autres maladies mortelles.

Nos travailleurs humanitaires bravent des environnements reculés et dangereux pour fournir l'aide humanitaire, et nos médiateurs s'efforcent de trouver un terrain d'entente entre les parties belligérantes et des solutions pacifiques aux griefs et aux différends. L'ONU a été créée pour prévenir une nouvelle guerre mondiale, et elle a atteint cet objectif essentiel; malgré de graves revers, les sept dernières décennies auraient certainement connu plus d'effusion de sang sans elle.

Pourtant, nous sommes parfaitement conscients qu'aujourd'hui, le monde est ravagé par les conflits, l'exploitation et le désespoir. Au moins 59,5 millions de personnes ont fui leur domicile – soit plus de réfugiés, de déplacés et de demandeurs d'asile qu'à tout autre moment depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La violence à l'égard des femmes est un fléau dans toutes les sociétés. À un moment où les besoins humains prennent un caractère urgent, d'énormes sommes d'argent continuent d'être gaspillées sur les armes nucléaires et d'autres arsenaux

militaires déstabilisateurs. Les conséquences des changements climatiques sont plus que jamais manifestes – et elles n'en sont qu'à leurs prémices. Et bien que le monde ait dit “plus jamais encore” après l'Holocauste, et à nouveau après les génocides au Rwanda et à Srebrenica, nous continuons d'être les témoins de crimes atroces commis par des extrémistes violents et autres.

De nouvelles puissances sont apparues depuis que les représentants de 50 pays se sont rassemblés pour rédiger la Charte, et le nombre de Membres de l'Organisation est passé à 193. La mondialisation, l'urbanisation, les migrations, les changements démographiques, les avancées technologiques et autres événements sismiques continuent de remodeler nos sociétés et de transformer les relations internationales. Pourtant, l'idéal

d'un monde de paix énoncé dans la Charte et les valeurs consacrées dans le texte – dignité, égalité des droits, tolérance et liberté – restent un parangon pour tous partout dans le monde.

Le soixante-dixième anniversaire survient au cours d'une année où des décisions d'une importance capitale pourraient être prises concernant notre avenir commun. Les Membres sont en train de donner forme à ce qui, nous l'espérons, sera un exaltant nouveau programme de développement durable et progressent vers un accord significatif sur les changements climatiques. Notre objectif, c'est de parvenir à une transformation : nous sommes la première génération qui peut éradiquer la pauvreté de la terre – et la dernière qui peut agir afin d'éviter les pires effets du réchauffement de la planète (...)



Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies



Photo Radio Okapi/John Bompengo

Un défilé militaire organisé à la place M'Zee Laurent Désire Kabila à Matadi dans la province du Kongo Central

Radio Okapi/Ph. John Bompengo

30 juin 2015, le 55^{ème} anniversaire de l'accession de la RD Congo à la souveraineté nationale et internationale

La fête de l'indépendance célébrée avec faste à Matadi

La ville de Matadi, dans l'ouest de la RDC, a servi de cadre, le 30 juin 2015, à la commémoration du 55^{ème} anniversaire de l'accession du pays à son indépendance. Comme le veut la tradition depuis plus de cinquante ans, des défilés militaires et civils ont été organisés. Reportage.

Radio Okapi avec ECHOS DE LA MONUSCO

Les militaires et les civils ont défilé à la place M'zee Laurent-Désiré Kabila à Matadi dans le Kongo central, à l'occasion du 55^{ème} anniversaire de l'indépendance de la RDC. Toutes les unités des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), à savoir les forces terrestres, la garde républicaine, l'école de musique et la police ainsi que d'autres associations de femmes ont défilé devant la tribune d'honneur où le chef de

l'Etat, Joseph Kabila, était entouré d'autres membres des institutions gouvernementales, et des corps diplomatiques.

La place M'zee Laurent-Désiré Kabila où a été érigée la tribune fut totalement décorée des drapeaux du pays et de plusieurs banderoles arborant ainsi les murs et les arbres qui se trouvent sur place.

De gauche à droite, des banderoles, des effigies de Joseph Kabila et de Laurent-Désiré Kabila, de Patrice Lumumba et Joseph Kasa-

Vubu. La route sur laquelle le défilé a eu lieu, a reçu une nouvelle couche de peinture. Outre l'ambiance sur la place M'zee Laurent-Désiré Kabila, le gouverneur du Kongo central a dressé le bilan de sa province qu'il juge positif, notamment dans le domaine des infrastructures.

Célébrations à travers le pays

La fête s'est poursuivie dans d'autres provinces du pays, où les responsables des institutions publiques ont saisi l'occasion pour restituer à leurs administrés les principales questions d'actualité abordées dans le message d'anniversaire du président Joseph Kabila diffusé la veille.

Au Sud-Kivu, la journée commémorative de l'anniversaire de l'indépendance a été marquée par une grande manifestation. Les fonctionnaires de l'Etat, les organisations

de la société civile, les casques bleus de la MONUSCO, les FARDC, la Police nationale congolaise (PNC) et d'autres organisations sociales de la province ont défilé devant l'esplanade de la grande poste de Bukavu en présence du Gouverneur de la province, Marcellin Chissambo, qui a présidé la célébration.

Dans son discours, il est revenu sur le dialogue proposé par le Président de la République. Il a informé la population, venue nombreuse assister à cette cérémonie, que 90% de couches sociales consultées en province étaient favorables au dialogue national. Une tranche de la population de la province du Sud Kivu interrogée sur les festivités du 30 juin a indiqué que cet anniversaire n'était pas une fête mais une occasion de faire le bilan de différents maux qui rongent la nation.

Au Kasai Oriental, le défilé a été organisé dans la ville de Mbuji-Mayi sur le Boulevard Mzee Laurent Désiré Kabila, avec la participation des forces vives de la province, sous la conduite du gouverneur Alphonse Ngoyi Kasanji. Il a indiqué que tout est mis en oeuvre au niveau de sa province, pour maintenir un climat de paix. Il a mis un accent particulier sur la nécessité d'organiser le dialogue national. Le gouverneur du Kasai-Oriental a expliqué que sa tournée à l'intérieur de la province, à l'occasion des consultations politiques, a révélé que la population était favorable au découpage. *"Toutefois, le démembrement du Kasai-Oriental et la création de trois nouvelles provinces ne devrait pas faire voler en éclat l'unité du peuple kasaien"*, a-t-il prévenu ■

RDC : 55^{ème} anniversaire de l'indépendance

Consolidation de la paix, dialogue national et élections

Par Amadou Ba/MONUSCO

Comme chaque année à la veille du 30 juin le Président de la République démocratique du Congo s'adresse à la Nation. Joseph Kabila, pour cette édition 2015 qui coïncide avec les 55 ans de l'accession de la RDC à la souveraineté nationale et internationale, n'a pas dérogé à cette tradition bien établie.

Le Président de la République a mis l'accent sur la consolidation de la paix. A cet égard, le Chef de l'Etat recommande à tous les Congolais de s'inscrire dans la voie du règlement pacifique de toutes les divergences politiques conformément à la tradition congolaise de prévention, de gestion et de résolution des conflits.

Il a, une nouvelle fois, invité les Congolais à aimer et protéger la République Démocratique du Congo qu'il considère comme "le bien le plus précieux au monde".

"Nous devons l'aimer, la chérir et la protéger. Quoi qu'il en soit, quoi qu'il en coûte. Dans

cette optique, la paix, la stabilité et la sécurité s'imposent à nous, comme un impératif non négociable. Notre destin commun en dépend", a-t-il ajouté.

L'autre temps fort du message présidentiel du 30 juin a été consacré aux consultations avec les forces vives et au processus électoral en cours. Le Chef de l'Etat a justifié sa démarche en étant "conscient de cette exigence de paix et de stabilité, si vitale pour notre pays et dans le souci de faire aboutir le processus électoral".

"J'ai entrepris depuis 3 [4] semaines des consultations avec les représentants des forces politiques et sociales de notre pays. Ces consultations entreprises au Congo profond à travers les entretiens entre les gouverneurs des provinces et les forces vives de leurs juridictions respectives font suite à la demande pressante et insistante d'un dialogue politique par certains membres de l'opposition congolaise", a déclaré Joseph Kabila.

"J'ai donc engagé la nation sur la voie des consultations et éventuellement du dialogue, afin qu'ensemble, opposition, majorité et société civile puissent convenir des voies et moyens, permettant de surmonter des obstacles qui jonchent la marche vers la 3^{ème} série d'élections générales, voulues libres, transparentes et crédibles, mais aussi apaisées par notre peuple qui avait été privé d'élections démocratiques durant les 45 premières années d'indépendance", a poursuivi Joseph Kabila.

Toutefois, le Président Kabila a tenu dans son discours à réaffirmer qu'il ne sollicitera pas de médiation étrangère dans le "dialogue national" qu'il a proposé en vue de parvenir à des élections apaisées.

"L'écrasante majorité" des congolais qui se sont déjà exprimés sur le sujet "souhaite que dans l'éventualité du dialogue, celui-ci soit mené sans ingérence étrangère, à travers un nombre limité de participants, et pour une durée relativement courte" a conclu le Président Kabila ■



Le Président Joseph Kabila (2^{ème} à gauche dans la photo) accueilli par la population de Matadi en liesse

55 ans après l'accession de la RDC à l'indépendance...

«La Belgique et la République démocratique du Congo évoluent en parfaite communion», selon l'ambassadeur Michel Lastchenko

Plusieurs années de coopération au développement et des relations diplomatiques entre le Royaume de Belgique et la République démocratique du Congo scellent l'esprit d'union et de communion entre les deux pays, souligne l'ambassadeur Michel Lastchenko, dans un entretien exclusif avec ECHOS DE LA MONUSCO. A l'occasion du 55ème anniversaire de l'accession de la RDC à l'indépendance, le diplomate belge décrypte non seulement l'évolution des relations entre Bruxelles et Kinshasa, mais également l'appui évident de la Belgique au mandat de la MONUSCO. Interview.



Michel Lastchenko,
Ambassadeur de Belgique
accrédité en RDC

Photo Ambassade de Belgique

Propos recueillis par
Joseph A. Tshimanga/MONUSCO

ECHOS DE LA MONUSCO : Monsieur l'Ambassadeur, la République Démocratique du Congo célèbre ce 30 juin prochain la fête anniversaire de son indépendance. Que représente le 55ème anniversaire de l'indépendance du Congo pour la Belgique ?

Michel Lastchenko : Si la Belgique et la RDC partagent indéniablement un passé commun, les deux pays tracent depuis plus de cinq décennies leur propre voie et chacun à sa manière. Ceci dit, après tout ce temps, les relations entre les deux pays demeurent encore très fortes que ce soit sur le plan diplomatique ou sur le plan de la coopération au développement. La RDC reste ainsi l'un des principaux partenaires de la coopération belge au développement, comme cela a encore été confirmé récemment. Un programme de partenariat militaire a aussi été institué

depuis quelques années et délivre des résultats tangibles et très appréciables pour les FARDC. Cependant, il y a encore quelque chose de plus important que ces relations officielles entre les deux pays : ce sont celles qui unissent nos deux peuples. Plusieurs milliers de Belges sont installés de manière permanente en RDC. D'autre part, vous savez comme moi qu'il y a une grande communauté congolaise qui vit et travaille en Belgique. Elle contribue manifestement à la prospérité de notre pays mais aussi à sa richesse et sa diversité culturelle. Plusieurs programmes de coopération sont aussi en place entre certaines communes belges et congolaises, ce qui participe de manière fort pragmatique à un maintien des liens « à la base » au niveau des individus eux-mêmes. Ce sont ces relations interpersonnelles qui constituent en réalité la base véritable de notre partenariat.

Comment jugez-vous les relations entre Bruxelles et Kinshasa ?

Je suis effectivement convaincu que ces re-

lations sont excellentes. Comme je le disais, elles sont riches, profondes et multiformes. Des résultats concrets peuvent être perçus sur bien des plans, que ce soit en termes de retombées économiques, diplomatiques ou sécuritaires. Leur visibilité n'est pas toujours assurée et ces résultats ne sont pas toujours reconnus mais elles produisent incontestablement leur effet, sans trop de bruits. Ceci ne veut pas dire toutefois que nous sommes d'accord sur tout et qu'il n'y a jamais d'accrocs ! Des différends, il en existe. Chacun garde, et c'est bien normal, sa propre perception des choses. Mais, au moins, nous sommes arrivés depuis plusieurs années à convenir entre nous que cela pouvait être réglé de manière responsable, parfois dans la discrétion qui s'impose, et surtout dans un dialogue franc et d'égal à égal.

Après plus de 50 ans de coopération entre la Belgique et la République démocratique du Congo, quel bilan tirez-vous ?

Comme je le disais, des résultats importants



Photo Ambassade de Belgique

L'Ambassadeur Michel Lastchenko (à droite) en compagnie du Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères du Royaume de Belgique, M. Didier Reynders à l'occasion de sa visite sur le site de construction de la nouvelle ambassade belge à Kinshasa.

ont été obtenus. Mais on ne peut évidemment pas entièrement se satisfaire de l'existant. Prenons par exemple la situation sur le plan économique. J'entends souvent les critiques émises par nos amis congolais sur la faiblesse relative des investissements belges en RDC. C'est vrai, il faut reconnaître que nous ne sommes pas assez présents, en tout cas comparativement avec d'autres partenaires économiques issus de certains pays émergents. J'incite systématiquement nos entreprises à venir découvrir le potentiel et les opportunités économiques à saisir au Congo et ainsi à contribuer concrètement à son développement économique. Certains projets économiques d'envergure sont d'ailleurs dans les cartons et attendent encore du répondant du côté congolais. Néanmoins, le climat des affaires reste globalement compliqué et cela peut expliquer, en partie, un certain degré de frilosité. Ces difficultés sont cependant forcément temporaires et une amélioration est visiblement en cours. En ce qui concerne notre coopération belgo-congolaise en matière de développement, le Congo reste notre pays partenaire le plus important. Nous nous efforçons avec

“La MONUSCO et la Belgique désirent la même chose : la paix et le développement en RDC”

nos secteurs prioritaires, santé, éducation, agriculture et développement rural, de travailler aussi près que possible de la population et avec la population.

Que peuvent faire la Belgique et la RD Congo pour que cette coopération et la relation de solidarité mutuelles perdurent ?

Nous avons déjà parcouru un long chemin ensemble. Je pense toutefois que ce n'est que le début car nous avons encore beaucoup de choses à réaliser ensemble. Non seulement, nous avons des intérêts en commun, notamment en termes de développement des relations bilatérales économiques ou de paix et de démocratie, mais aussi une sorte de lien plus indicible qui nous unit et qui fait que nous nous comprenons ou nous connaissons mieux que quiconque. Cela étant dit, ce n'est pas une donnée immuable. Comme dans un couple, il faut savoir maintenir la flamme ! Et c'est de la responsabilité des deux partenaires. Du côté belge, nous devons en tout cas nous efforcer de continuer à mobiliser les cœurs et les esprits des jeunes générations sur et en faveur du Congo. Dans ce contexte, la poursuite et

le renforcement des échanges culturels, entre étudiants et universités, entre opérateurs économiques ou encore entre politiciens et jeunes parlementaires de nos deux pays sont essentiels et prennent tout leur sens.

Qu'espérez-vous pour la RD Congo dans 50 ans ?

C'est ce qu'espèrent les congolais dont il devrait être question. Sur base de l'hymne national congolais, on peut imaginer que le peuple congolais espère un « pays plus beau qu'avant », un pays uni et grand, à la mesure du rôle qu'il est appelé à jouer sur la scène continentale et mondiale, ancré aussi sur la voie de la prospérité économique, de la paix et de la démocratie. En revanche, la question que nous devons nous poser de notre côté, entre autres lorsque nous mettons en place des programmes de coopération, est la suivante : avons-nous pris suffisamment le temps d'écouter et de comprendre les besoins et les aspirations exprimés par la population congolaise ? La réponse à cette question n'est jamais aisée et implique une remise en cause permanente de notre façon d'opérer.

Quel message voudriez-vous passer auprès de la population congolaise ?

Je voudrais tout d'abord lui dire que la Belgique est et demeure à ses côtés. Qu'elle est ensuite déterminée à accompagner le processus de stabilisation et de démocratisation du pays. Et qu'elle n'envisage un tel partenariat que dans le respect et la confiance mutuelle, dans un dialogue permettant l'écoute des préoccupations respectives. Cet engagement fort de la Belgique vis-à-vis de la RDC, qui est notamment illustré dans la pierre à travers la construction en cours d'une nouvelle Ambassade à Kinshasa, doit toutefois être à la mesure de l'engagement des Congolais eux-mêmes dans ce partenariat.

Comment la Belgique contribue-t-elle au mandat de la MONUSCO, la mission de stabilisation en RD Congo ?

La MONUSCO et la Belgique désirent la même chose : la paix et le développement en RDC. L'appui de la Belgique au mandat de la MONUSCO est donc évident. Et il ne s'agit pas uniquement d'un soutien moral. Une douzaine de citoyens belges travaillent au quotidien au sein de la mission, à tous les niveaux et de tout grade. La Belgique soutient aussi financièrement la mise en œuvre des aspects relatifs aux droits de l'Homme contenus dans le mandat. Deux millions d'euros viennent ainsi d'être libérés par la Belgique pour appuyer le Bureau conjoint des Nations-Unies pour les droits de l'Homme et plus spécifiquement à son unité de protection de l'enfance ■

Politique

Elections : la MONUSCO réaffirme les conditions de son soutien

La Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC reste disposée à apporter son appui technique et logistique aux élections à venir à certaines conditions.

✉ Par Abdourahmane Diallo/MONUSCO

Conformément aux dispositions de la résolution 2211 du Conseil de sécurité des Nations Unies, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC reste disposée à apporter son appui technique et logistiques aux élections à venir à certaines conditions, parmi lesquelles la transparence, l'intégrité et l'équité de tout le processus électoral.

C'est ce qu'a déclaré Ray Torres, directeur de la Division des affaires politiques de la MONUSCO, au cours de la réunion du comité de partenariat sur les élections qui s'est tenue vendredi 12 juin à Kinshasa. Selon monsieur Torres, la crédibilité du processus électoral est une condition essentielle du soutien de la Mission onusienne. Il a ainsi rappelé qu'il est fondamental, aussi bien avant, durant et après les élections, que toutes les conditions soient réunies pour que les libertés civiles et politiques, ainsi que les droits humains soient respectés. Par ailleurs, la MONUSCO et l'Union européenne ont clairement indiqué que leur soutien sera accordé en priorité aux élections législatives et à la présidentielle de 2016.

Retard

Vu le retard enregistré dans la mise en œuvre du calendrier électoral global, de plus en plus de voix s'élèvent pour appeler au report de certains scrutins. La Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) préconise le report des élections locales jusqu'en 2017 pour privilégier la préparation et l'organisation des élections provinciales, législatives et présidentielle d'ici 2016. Pour sa part, le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, soutient que *"le gouvernement s'inscrit en faux contre l'idée selon laquelle il existerait des élections plus importantes que d'autres et rappelle que la matière électorale relève de l'entière souveraineté d'un peuple"*. Au sortir de la rencontre entre le Président Kabila et les députés nationaux, qui a eu lieu le 16 juin à Kinshasa,

le Président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, a annoncé que le chef de l'Etat avait indiqué qu'il était impérieux de convoquer une session extraordinaire des deux chambres du Parlement en vue d'examiner et adopter le projet de loi sur la répartition des sièges afin de pouvoir organiser les élections municipale, urbaines et locales prévues pour octobre 2015.

Pour rappel, depuis la publication par la CENI du calendrier électoral global, le 12 février 2015, de nombreuses voix se sont élevées, aussi bien au sein de l'opposition que de la société civile, pour dénoncer ce calendrier que certains ont qualifié d'irréaliste. Ces personnes estiment qu'il a besoin d'être amendé pour mettre l'accent sur la tenue des élections présidentielle et législatives qui sont considérées comme pri-

oritaires par l'opposition. Cette dernière qui a soumis sa contre-proposition de calendrier électoral continue d'exiger la tenue d'un dialogue politique ouvert et inclusif en vue de surmonter les divergences et pour parvenir à un consensus afin de créer les conditions d'un processus électoral crédible et apaisé.

Dans son discours à la nation à l'occasion du 55ème anniversaire de l'indépendance de la RDC, le Président Kabila a réaffirmé la nécessité du dialogue et promis de poursuivre les consultations préliminaires avec les représentants des forces politiques et sociales du pays en vue de parvenir à un consensus permettant d'assurer la réussite du processus électoral en cours. S'il n'a pas annoncé la date de convocation du dialogue attendu, en revanche, il a été clair sur son refus de toute médiation internationale ■



Poignée de main entre le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la RDC, Martin Kobler (gauche) et le Président Joseph Kabila



Photo MONUSCO/Myriam Asmani

Lutte contre les groupes armés par les FARDC et la MONUSCO

«L'union fait la force» souligne Jean Baillaud, Commandant adjoint de la Force de la MONUSCO

Dans une interview accordée à Radio Okapi, le commandant adjoint de la Force de la MONUSCO fait le point de la coopération entre les FARDC et les casques bleus dans la traque des groupes armés.

Par Bernardine Nyangi/MONUSCO

Radio Okapi : Mon général, la Force de la MONUSCO et les FARDC viennent de lancer les opérations contre le Front de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI). Que pensez-vous de cette coopération ? A quel niveau se situe l'appui de la Force de la MONUSCO ?

Général Jean Baillaud : je peux dire que ces opérations militaires ont été nécessaires en raison de l'absence de volonté des dirigeants du FRPI de déposer les armes. Ils étaient venus pour ça à Bukiringi. Le Gouvernement a engagé des négociations à mon avis sans précédent avec eux. Ils ont détaché un comité composé d'interlocuteurs de cette communauté autour du FRPI qui a fait tous les efforts nécessaires effectivement pour avoir une solution pacifique. Les dirigeants du FRPI l'ont refusé. Et donc l'épreuve a été en fait obligatoire. Alors que ce qui s'est passée le 3 juin ? Il faut d'abord dire que le village d'Aveba était entièrement vide de ses populations. Même les familles des éléments du FRPI ont quitté le lieu. Nous étions devant une face à face

militaire. L'action coordonnée des FARDC appuyée par la MONUSCO en revanche a permis de ne pas laisser le FRPI poursuivre son action négative en dispersant ses éléments, ces opérations continuent maintenant avec l'appui décisif de la MONUSCO. Nous employons nos armes, mais nous souhaitons malgré tout, dès que possible, que les combattants se rendent.

Comment se fait-il que vous soyez engagés sur plusieurs fronts à la fois. C'est-à-dire à Beni dans le cadre de Sokola 1 ou toutes vos forces sont concentrées et aujourd'hui en Ituri ?

En fait nous souhaitons tous une solution pacifique et nous la souhaitons toujours. Il y a toujours en ce qui concerne le FRPI une voie de désarmement. Il y a une incitation de notre part à ce que les combattants déposent les armes. C'est le message que nous passons à leurs proches, à leurs chefs également. La MONUSCO ira chercher ceux qui veulent effectivement se désarmer. C'est le

but de ses opérations. Nous ne cherchons pas à les éliminer, nous cherchons au contraire à les récupérer vivants, mais il est impératif qu'ils déposent leurs armes. Maintenant il y a des opérations comme vous dites qui sont simultanées dans la région de Beni. Et Beni c'est une priorité du gouvernement, c'est aussi une priorité pour la MONUSCO. Ce que je peux vous assurer en tant que responsable de la Force, c'est que nous avons la capacité de nous engager simultanément sur ces deux fronts. C'est aussi le cas des FARDC, nous sommes en contact avec tous leurs responsables,

Qu'en est-il de Sokola 2 ? Est-ce que les opérations conjointes en Ituri annoncent une reprise de la coopération en ce qui concerne Sokola 2 ?

L'appui direct de la MONUSCO a été retardé on va dire par des considérations politiques qui sont actuellement en cours de règlement. Tous les efforts sont actuellement faits, de manière à ce que les différends soient aplanis. Sur le terrain, nos forces de la MONUSCO sont prêtes à reprendre toutes les actions avec celles des FARDC. Nous avons un mandat d'élimination ou de neutralisation, de tous ces groupes armés. Pour l'instant, nous organisons des opérations en cours en Ituri, nous avons une action prioritaire concernant ADF qui est un groupe criminel qui doit être neutralisé. Notre détermination est pleine et entière. Mais dès que possible nous reprendrons les actions contre les FDLR, et les autres groupes.

Que fait la MONUSCO en matière de désarmement ?

Sur les territoires de la RDC en général, mais s'agissant de FRPI en particulier, je peux vous assurer que la MONUSCO auprès des autorités gouvernementales est prêt à soutenir totalement un processus de désarmement volontaire. Et pour cela, il faut que les combattants déposent les armes. S'ils sont sous la menace de leurs chefs, nous sommes prêts à aller les chercher dans les zones où ils se trouvent.

Quel message adressez-vous aux populations congolaises qui ne sont toujours pas rassurées par rapport à leur sécurité dans tout l'Est de la RDC ?

Alors le message est que la MONUSCO est à leur côté. La MONUSCO est ici pour les populations. Nous nous rendons souvent dans les régions qui sont affectées par ces souffrances. Pourquoi nous le faisons, c'est pour bien connaître cette situation, mais surtout c'est pour affiner nos stratégies, revoir la façon d'être le plus efficace possible, en complétant l'action des FARDC, en assurant le même but, qui est la paix au bénéfice de la population. Alors il reste beaucoup de choses à faire, mais nous sommes déterminés et nous irons jusqu'au bout ■

Lancement, à Kinshasa, d'un projet d'enquête sur la justice, la sécurité et la consolidation de la paix

Projet «Polling» : un impact réel pour la MONUSCO dans sa revue stratégique, selon Martin Kobler

Comment les populations congolaises jugent-elles le mandat de la MONUSCO et le rôle des autorités civiles et militaires dans le processus de paix à l'Est de la République démocratique du Congo ? La section des Affaires civiles de la Mission, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Harvard Humanitarian Initiative (HHI), a enquêté sur la perception des Congolais et des Congolaises sur la justice, la stabilité et la paix dans l'Est du pays. L'enquête dénommée "Polling project" a été lancée officiellement mercredi 10 juin à Kinshasa. Reportage.

✉ Par Xavier Oleiro

L'objectif de la conférence de Presse était de disséminer les deux premiers rapports d'une série d'enquêtes qui est menée pour fournir des données et analyses fiables de la perception de la population sur la paix, la sécurité, la justice et la reconstruction en République Démocratique du Congo.

La réunion avait été présidée par les partenaires du PNUD et le Vice-Recteur de

l'Université Libre des Pays des Grands Lacs, représentants des institutions académiques associées au projet, en présence des membres de l'équipe de la Section des Affaires Civiles de la MONUSCO.

Au cours de la réunion, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la RDC, Martin Kobler, a salué la nécessité du projet "Polling" qualifié d'exemple de bonne coordination. Il a tout

d'abord remercié les partenaires dudit projet pour l'excellent travail qui a dû être abattu et les résultats qui ont déjà été atteints. Il a présenté ce Projet comme un exemple de coopération entre la MONUSCO/UNCT et les partenaires étatiques, qui ont maximisé leurs synergies, ressources, et capacités pour réussir.

M. Kobler a également défini le "Projet Polling" comme étant un outil qui donne la parole aux Congolais et Congolaises afin de connaître leur perception sur le mandat de la Mission. Il a apprécié aussi l'accueil positif des enquêtés et de l'initiative. « Les congolais veulent parler, c'est à nous de les écouter et d'agir en conséquence » a-t-il souligné.

Appropriation des résultats

Le Représentant spécial a vivement encouragé les décideurs et agents de l'Etat soit au niveau national, soit provincial à exploiter cet outil « pour une planification mieux ciblée des projets dans les domaines de la justice, de la stabilisation et de la paix à l'Est ».

Selon M. Kobler, ce projet a une importance réelle pour la MONUSCO dans le cadre de la revue stratégique. Il a signalé que les résultats de ces sondages ont eu et continueront à avoir un impact réel et tangible pour la MONUSCO. Il permettra, par exemple, de bien évaluer l'impact "de nos interventions dans les Ilots de Stabilité (IoS) et contribuera de manière substantielle dans la Revue Stratégique de la Mission visant à la réduction de notre présence sur le terrain », a-t-il ajouté. Il a précisé que c'est sur la base des éléments concrets, scientifiques et objectifs qu'on devra prendre des décisions.

Pour sa part, le délégué du Ministre de la Justice a remercié les efforts de la communauté internationale pour avoir fourni une étude de base de telle qualité. Il a rassuré que son Ministère allait s'approprier des résultats de ce projet.

Rappelons que le protocole d'accord du projet polling a été signé le 21 décembre 2014 entre la MONUSCO et la PNUD. Cependant le processus de gestation remonte à plusieurs années d'échanges et de recherches. C'est en 2011 suite aux échanges entre la MONUSCO et le Harvard Humanitarian Initiative qu'est née l'idée de mener une enquête de base sur la perception de la population sur la justice, la sécurité et la consolidation de la paix dans l'Est du pays ■



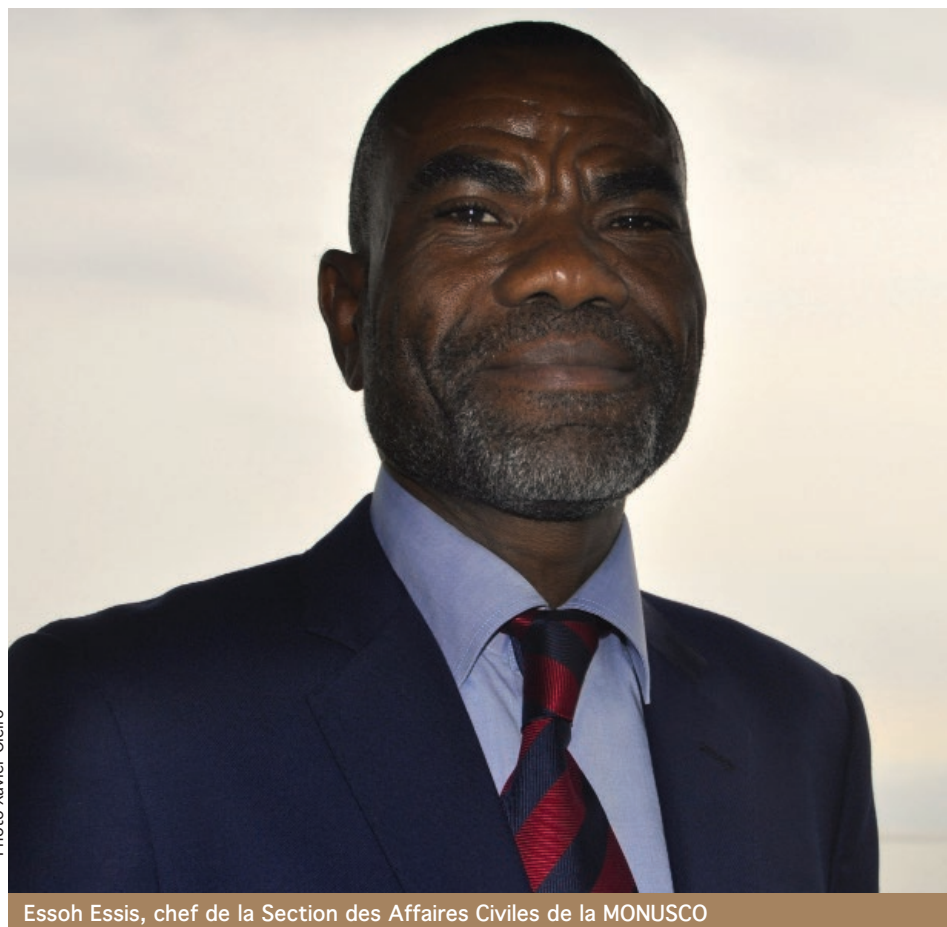
En visite à Kotakoli dans la province de l'Equateur, Martin Kobler échange avec la population

Photo d'archives/MONUSCO

“Polling”

Un projet qui donne la parole aux populations congolaises

Ce dossier spécial est consacré à la mise en œuvre de la deuxième phase du Projet conjoint PNUD-HHI-MONUSCO de Collecte des Données sur la Consolidation de la Paix et la Reconstruction en RDC (CDCPR), dit “Projet Polling”.



Essoh Essis, chef de la Section des Affaires Civiles de la MONUSCO

Photo Xavier Oleiro

✉ Par Essoh Essis

L'objectif du projet est de recueillir et de faire connaître les perceptions et attitudes des populations des villes et villages des provinces du Nord Kivu et du Sud Kivu et du District d'Ituri en Province Orientale sur les problèmes et défis liés à la paix, la sécurité et la justice, et notamment sur la manière dont les institutions nationales et/ou internationales créées pour apporter des réponses à ces problèmes remplissent ou pas leur mission.

La première phase du projet, réalisée en novembre et décembre 2013, consistait en une “Etude de base” menée auprès de

5.166 adultes par des étudiants/chercheurs de l'Université Libre des Pays des Grands Lacs, l'Université Catholique de Bukavu et l'Université de Bunia, sous la supervision technique de Harvard Humanitarian Initiative (HHI). Au cours de cette deuxième phase, la section des Affaires Civiles va déployer 40 Assistants de Liaison Communautaire (constitués en 20 binômes homme-femme) sur le terrain, chaque trimestre sur une période de deux ans, pour des interviews avec plus de 25.000 personnes dont la moitié sera des femmes.

Les données recueillies au cours de ces

enquêtes trimestrielles permettront aux chercheurs et aux décideurs publics nationaux ou internationaux de suivre l'évolution dans le temps des problèmes/défis évoqués, de mesurer la qualité des réponses qui y sont apportées par les services publics concernés et de connaître/comprendre comment les citoyens (qui sont les juges ultimes de la valeur de l'action publique) perçoivent l'offre de services publics en matière de sécurité et de justice et/ou la contribution de ces services publics à l'avènement de la Paix en RDC. Elles permettront notamment à la MONUSCO de mesurer l'impact des activités de ses composantes civiles et militaires en matière de Protection des civils, et ainsi de corriger les écarts (réels ou perçus) qui existent entre les objectifs proclamés dans son mandat et ses réalisations sur le terrain.

L'on imagine aisément l'ampleur des défis qu'il faudra relever pour la réussite de ce projet : comment accéder à des villages parfois très éloignés, par des routes difficilement praticables, fréquentées par des groupes armés? Comment assurer la sécurité des assistants de liaison communautaire (CLA) dans ces zones, tout en veillant à ce que les interviewés se sentent suffisamment libres? Comment combiner l'obligation d'exécuter un plan et un calendrier de travail très serrés imposant un nombre fixe de personnes à interviewer par jour avec le respect strict des droits des personnes interviewées ?

En effet, la Section des Affaires civiles, les assistants de liaison communautaire (CLA) et d'autres collègues de la MONUSCO (Force, Police, Chefs de bureaux) ainsi que les autorités étatiques ont déployé des trésors d'intelligence et d'organisation pour permettre l'accès à tous les villages et quartiers préalablement échantillonnés. C'est ici l'occasion de remercier sincèrement les milliers de Congolaises et de Congolais qui ont accepté de confier librement leurs expériences individuelles et collectives et leur compréhension des conditions dans lesquelles ils vivent, sans aucune compensation pécuniaire ou autre bénéfice particulier pour eux-mêmes, dans l'espoir que leur participation au Projet Polling pourra effectivement contribuer à la restauration de la paix, la sécurité et la justice dans leur pays ■

Consolider l'Etat, une nécessité

Comment évaluer le progrès de pacification, identifier les priorités et élaborer le plan de stabilisation dans les provinces de l'est de la RDC

Par Priya Gajraj*

Depuis près de 20 ans, la République Démocratique du Congo est en proie à des crises multiformes : humanitaires, politiques et sécuritaires. La situation politique, économique et sociale s'est détériorée à la suite d'une série de conflits armés entraînant une crise humanitaire prolongée. L'Est du pays, à savoir les deux provinces du Kivu et le district de l'Ituri dans la province orientale, a été la zone la plus affectée.

La réponse de la communauté internationale à cette crise a été sans précédent. La MONUSCO et les agences du Système des Nations Unies ainsi que d'autres organisations non gouvernementales, nationales et internationales, et les partenaires techniques et financiers ont répondu présents pour soutenir le Gouvernement congolais dans ses efforts de rétablissement de la sécurité, de consolidation de la paix et de reconstruction.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de prendre en compte des besoins, des expériences et des attentes de la population congolaise, on constate des lacunes dans la planification de ces interventions.

En effet, la RDC souffre d'une carence de systèmes d'évaluation des programmes. Résultat : les données statistiques sont déficientes malgré les efforts fournis par l'Institut National des Statistiques et les autres structures impliquées dans ce domaine.

La redevabilité à l'égard des populations

C'est dans cette optique que, depuis 2013, le PNUD développe un projet intitulé Collecte des données sur la consolidation de la paix et la reconstruction en République Démocratique du Congo (CDCPR) dit "projet *Polling*" en partenariat avec la Monusco, la Harvard Humanitarian initiative (HHI) et les universités congolaises avec le financement de l'Agence Américaine pour le développement Internationale (USAID), de l'agence Suédoise pour le développement interna-



Priya Gajraj, Représentant résident intérimaire du PNUD en RDC

Photo Papy Bakamba

tionale (SIDA) et du Gouvernement Canadien (MAECD). Ce projet consiste à réaliser des enquêtes trimestrielles sur les perceptions des populations en termes de sécurité, de justice, de consolidation de la paix et de reconstruction dans les deux Kivu et le district de l'Ituri. Elles sont effectuées par les assistants de liaison communautaires de la MONUSCO (CLA) et des chercheurs universitaires sous la supervision technique de HHI.

Le projet *Polling* est avant tout un outil de collecte, de traitement et d'actualisation de données au service de l'État congolais et des partenaires techniques et financiers œuvrant au Congo et spécifiquement dans l'Est du pays dans les domaines de la justice, de la sécurité, de la protection des civils, de la reconstruction et de la restauration de l'autorité de l'État afin de leur permettre d'évaluer les progrès, d'identifier les priori-

tés et d'élaborer des politiques ciblées dans ces différents secteurs.

Le projet *Polling* constitue également un outil visant à rendre compte à la population et à la société civile car il permet de mesurer les performances des politiques, des programmes et des projets mis en œuvre dans le temps. Sur cette base, des recommandations sont formulées pour améliorer leur pertinence, leur efficacité, leur efficacité, leur transparence, assurer leur pérennité et mesurer leur impact sur les conditions de vie de la population.

Les résultats des sondages effectués dans le cadre du projet *Polling* au niveau des provinces de l'Est pour recueillir les perceptions des populations sur des thèmes spécifiques seront, trimestriellement, portés à la connaissance de différentes autorités et partenaires concernés en vue de l'amélioration du vécu des congolais ■

Entretien avec une assistante de liaison communautaire

L'amour du travail bien fait pour Christine Faida

Christine représente la voix et les efforts des quarante assistants de liaison communautaire de la Section des Affaires Civiles de la MONUSCO qui travaillent actuellement dans la récolte des données sur la perception de la population face à la sécurité et à l'accès à la justice dans le cadre du projet «Polling». Elle raconte, dans cet entretien, son travail effectué sur le terrain

Par Xavier Oleiro et
Christine Faida Kabino/MONUSCO

Christine, quelle était votre réaction après avoir été affectée au Projet Polling ?

Mes collègues et moi-même étions impatients de voir le démarrage effectif du projet depuis son annonce au sein de la section. Finalement il nous a été communiqué que les sondages débuteraient au premier trimestre de l'année 2015. C'est un projet extrêmement ambitieux mais nous sommes confiants qu'il aboutira à quelque chose de bénéfique pour la RDC. Personnellement, je suis très fière en

tant que femme congolaise et staff de la MONUSCO de faire partie de l'équipe du projet.

Qu'avez-vous appris lors de la formation sur le sondage par l'Université Harvard ?

Nous avons pu maîtriser les notions de base pour mener les sondages, en profitant de l'expérience très riche de Harvard Humanitarian Initiative (HHI) dans ce domaine en Afrique. Nous avons appris aussi comment gérer la technologie KoBoToolbox, comment nous conduire devant les interlocuteurs tout en garantissant la confidentialité, comment orienter le questionnaire. Plusieurs séances pratiques sur les entretiens ont été organisées pour faire face à n'importe quelle réaction des interlocuteurs. Nous sommes presque devenus psychologues, sociologues et enquêteurs à la fois.

Quelle est la routine habituelle dans une journée de sondages sur le terrain ?

Il y a un grand travail de fond au niveau des bureaux des Affaires Civiles dans le sens de la coordination, pour élaborer un plan logistique cohérent qui nous permet d'accéder à un grand nombre de villages et quartiers préalablement ciblés. Les jours de sondage, nous nous déplaçons et travaillons à deux, mon tandem masculin pour interroger les hommes et moi-même pour les femmes. Il

faut préparer les équipements, se déplacer jusqu'au village, que parfois on ne connaît pas, présenter les civilités aux autorités locales et coutumières, munis des lettres d'autorisation de l'autorité provinciale.

Quelles sont les difficultés que vous avez rencontrées le plus souvent lors des sondages ?

Le déplacement des équipes est un des grands défis sans doute, surtout quand on est censé couvrir un grand nombre d'enquêtes dans des villages parfois éloignés ou difficiles à identifier. Mais au-delà de la logistique, le grand défi consiste à créer une ambiance de confiance et de sérénité entre l'enquêteur et l'enquêté. Pour nous les femmes, nous avons certaines questions qui touchent l'intimité du foyer ou les violences faites aux femmes qu'il faut savoir bien poser.

Quelles sont les réactions des personnes sondées ?

En général, les interlocuteurs étaient positifs et réceptifs. En tant que CLAs, nous avons une grande expérience dans le contact avec les membres des communautés, nous parlons différents dialectes locaux et maîtrisons les protocoles scientifiques afin de ne pas biaiser les résultats. A première vue, les personnes interrogées nous reçoivent avec curiosité et méfiance. La réceptivité est bien sûr différente en milieu urbain qu'en milieu rural, ceci nous conduit à adapter l'approche au milieu.

Quelle serait la valeur ajoutée des enquêtes sur le vécu quotidien des populations civiles ?

Comme je l'ai dit au début, le projet permet de recueillir des données sur la perception de la population sur la sécurité et l'accès à la justice dans une région quelconque. Les résultats des enquêtes peuvent être exploités afin de permettre aux différents acteurs en matière de Sécurité et Justice d'envisager des mesures (projets) concrètes, appropriées et réalistes afin d'améliorer la sécurité et l'accès à la Justice des citoyens Congolais selon le contexte du milieu.

Les rapports des enquêtes sont-ils accessibles à tout le monde ?

Oui, bien sûr ! Ils seront publiés sur le site internet www.peacebuildingdata.org/drc ■



Une formation aux techniques de sondage avant la descente sur le terrain

Le partenariat agissant entre la MONUSCO, le PNUD et les universités congolaises

Plus de cinq décennies après l'indépendance, la République Démocratique du Congo (RDC) fait face à des défis d'une complexité majeure notamment l'absence de données scientifiques fiables et vérifiables pouvant inspirer l'élaboration des lois et règlements ainsi que les projets de société des partis politiques. Les acteurs sociopolitiques et économiques sont amenés à agir en ignorant les faits qui devraient servir de sous-bassement à leurs décisions. La consolidation d'un Etat de droit démocratique, la restauration de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire national et la reconstruction de l'Etat sont autant des thématiques à circonscrire et à repenser profondément.

✎ Par Prof Dr Kennedy Kihangi Bindu*

Face à ce constat, le PNUD et la MONUSCO en partenariat avec les universités de la RDC ont entrepris un "programme robuste" de «recherche-action» au travers des missions spécifiques de terrain. Une récolte sur le terrain des données pouvant servir de «back up» au Gouvernement congolais et à la communauté internationale dans le processus de prise de décisions se fait conformément aux standards scientifiques internationaux.

2013 a été l'année du lancement officiel d'une étude de base conduite par Harvard Humanitarian Initiatives (HHI) en partenariat avec l'Université Libre des Pays des Grands lacs, (ULPGL/Goma); l'Université Catholique de Bukavu, (UCB) ; et l'Université de Bunia, (UNIBU) avec l'appui financier du PNUD à l'Est de la RDC. Il s'est agi d'une "recherche-action" sur les thématiques suivantes : justice, sécurité, consolidation de la paix et reconstruction. Cette mission a été un succès à plusieurs égards : une opportunité offerte à la population de s'exprimer librement ; un cadre d'échanges d'expériences entre professeurs, étudiants et chercheurs indépendants ; un diagnostic sans complaisance des maux qui rongent la société congolaise; disposer d'une banque de données fiables et vérifiables pouvant servir les acteurs sociopolitiques et économiques ainsi que l'adaptabilité des enseignements des professeurs des universités aux réalités locales.

Il sied de noter qu'au travers de ce programme les étudiants parviennent à comprendre au-delà de toute manipulation, les actions de la MONUSCO et du gouvernement congolais sur le terrain et se font un jugement scientifique réfléchi. L'accompagnement de la MONUSCO dans



Professeur Dr Kennedy Kihangi Bindu, Secrétaire Général Administratif/Vice-Recteur de l'Université Libre des Pays des Grands Lacs, ULPGL/Goma / Photo Université de Bunia

ce programme se révèle significatif car c'est une opportunité pour elle de faire une lecture critique de ses réalisations sur le terrain et contribuer à l'émergence de la recherche scientifique en RDC.

Certes, il serait trop ambitieux de penser qu'avec cette première expérience des solutions solides et immédiates

aux problèmes identifiés peuvent être présentées. Il y a lieu de renforcer ce programme dans les universités qui préparent des futurs cadres appelés à diriger le pays. Ainsi, il serait recommandé la mise en place d'un comité pilote, qui va travailler sur l'appropriation du projet et sa pérennisation par les acteurs congolais ■

Harvard Humanitarian Initiative : son impact et sa contribution à la recherche

Depuis quelques mois maintenant, les assistants de liaison communautaire de la MONUSCO et les universitaires parcourent les villages pour interroger la population et mieux comprendre son expérience des conflits, la situation sécuritaire, de la justice. Ils recueillent les propositions et les attentes des Congolais pour enfin sortir du cycle de conflits qui les emprisonne depuis plusieurs décennies. Dans leurs mains, les enquêteurs tiennent une tablette numérique qui les aidera à enregistrer les informations collectées. Récapitulons.

✉ Par Patrick Vinck, Tino Kreutzer et Phuong Pham

Ce travail d'enquête et de sondages rapides est le résultat de plus de dix ans d'efforts entrepris par une équipe à la 'Harvard Humanitarian Initiative' pour documenter les effets dévastateurs des conflits et violations des droits de l'Homme, et collecter les données essentielles pour informer les processus de reconstruction et consolidation de la paix.

L'idée de départ est simple : une consolidation de la paix efficace nécessite une compréhension de la nature et de l'impact de la violence sur les civils, des causes de cette violence, et des priorités des populations pour construire la paix et la sécurité. L'appui et la participation de la population aux efforts de consolidation de la paix est essentiel pour diminuer les risques de violence future et participer à la démocratisation du processus de transition. La médiation des conflits se fait au plus haut niveau, entre gouvernements et groupes armés, avec peu ou pas de consultation de la population.

Pourtant, dans les milieux touchés par le conflit, beaucoup ont subi des pertes ou d'autres formes de traumatisme. Ces personnes et les communautés touchées par la violence sont au cœur des processus de consolidation de la paix. Leur expérience, points de vue sur le conflit et attentes doivent être compris et pris en compte pour éviter de créer de nouvelles sources de tensions qui constitueraient des risques de violence et de rechute dans les conflits. C'est pour mieux comprendre ces risques et les attentes de la population que le projet « polling » est né.

Il est encore trop tôt pour prédire l'effet des informations qui seront collectées, mais le partenariat avec la MONUSCO, le PNUD



Une vue d'un campus de Harvard University à Massachusetts, Etats-Unis
Photo tiers

et le gouvernement assure que les résultats informent directement sur les actions sur le terrain. Le travail avec les universités permet de développer un nouveau pôle d'excellence dans la collecte et l'analyse de données qui survivra bien au-delà des sondages eux-mêmes.

Impact

Les processus et stratégies de consolidation de la paix développés au niveau national sont parfois éloignés des préoccupations locales. Mais ces préoccupations et priorités locales peuvent varier grandement entre individus en fonction de leurs expériences très diverses des conflits. Cela peut générer des demandes contradictoires – comme par exemple le souhait de voir plus de police, ou

au contraire moins de police pour assurer la sécurité. Nous avons également appris que l'expérience de la paix, de la sécurité et de la justice reste avant tout une expérience locale, informée par les circonstances de chaque individu – il est donc important de non seulement renforcer la paix, la sécurité et la justice, mais aussi de s'assurer que la population vit, ressent de façon quasiment intime ces améliorations. La justice, par exemple, doit être faite, mais elle doit aussi être vue. Le suivi de la perception des acteurs de la justice ou de la sécurité est un moyen important de mieux comprendre comment améliorer ces institutions et gérer les crises de confiance qui peuvent exister entre la population et les institutions et leurs acteurs, y compris la MONUSCO ■



Les agents de liaison communautaire, interlocuteurs privilégiés entre la MONUSCO et la population

Photo: Tino Kreutzer

La Section des Affaires Civiles peut jouer un rôle important en appuyant la coordination, la cohésion et la consistance des politiques menées par les acteurs locaux (y compris par les composantes militaires et de police des Nations Unies), en donnant des conseils sur la mise en oeuvre du mandat d'une Mission en général, ou relatifs à un aspect spécifique portant sur les relations avec les populations civiles.

Restauration de la confiance, gestion des conflits et appui à la réconciliation

La Section des Affaires Civiles soutient le développement et la mise en oeuvre de conditions sociales menant à une paix durable, par un soutien aux mécanismes de réconciliation et aux activités de résolution des conflits au niveau local et/ou national, ainsi qu'au travers d'efforts pour favoriser l'engagement des populations et la restauration de la confiance dans les mécanismes devant mener à la paix.

Appui à la restauration et à l'extension de l'autorité étatique

Les Missions de maintien de la Paix des Nations Unies contribuent à la restauration et à l'extension de l'autorité étatique de bien des façons. La composante Affaires Civiles d'une Mission appuie le développement d'un espace politique au niveau local qui doit contribuer à la légitimation de la gouvernance représentative, fournit un support opérationnel aux activités des autorités étatiques lorsque et où cela s'avère nécessaire.

Conçue début des années 1990 au sein du Département des Opérations de Maintien de la Paix de l'Organisation des Nations Unies, environ 500 membres du personnel travaillent pour la Section des Affaires Civiles dans 13 Missions de maintien de la Paix de par le monde.

Rôle au sein de la MONUSCO

Les activités de la Section des Affaires Civiles de la MONUC sont menées dans le cadre général du mandat de la MONUSCO, tel que défini par les résolutions 1756, 1794 (adoptées en 2007) et 1856 (adoptée en Décembre 2008) autorisant la MONUC /MONUSCO à prendre les actions nécessaires en vue : d'assurer la sécurité des populations civiles, du personnel humanitaire et du personnel des Nations Unies (MONUSCO et agences onusiennes), ainsi que de leurs bâtiments et infrastructures; de favoriser le retour volontaire des personnes déplacées internes et des réfugiés ; d'assurer la sécurité territoriale de la RDC, participer à la stabilisation du pays; de désarmer les groupes rebelles nationaux et étrangers ; de réaliser la réforme des secteurs de sécurité (police et armée nationale) ■

Zoom sur la section des Affaires Civiles

La Section des Affaires Civiles englobe des activités multiples. Elle fait le lien entre la Mission et les représentants étatiques opérant à l'échelle locale, les organisations de la société civile et les partenaires de la communauté internationale.

Par Joseph Tshimanga/MONUSCO

Le processus de paix en RDC est loin d'être achevé. Les nombreux groupes armés congolais et étrangers qui opèrent encore dans le pays restent une source d'insécurité et causent des déplacements massifs de population, principalement dans l'Est du pays, ce qui génère de sérieux problèmes de protection des populations, d'accès humanitaires et de violation des droits de l'homme.

La Section représente la composante civile d'une Mission de maintien de la Paix qui opère au niveau social, administratif et politique local pour faciliter la mise en oeuvre du mandat de la Mission sur l'étendue du territoire d'un pays et pour soutenir les populations et le gouvernement dans l'identification et le renforcement des conditions et structures nécessaires pour asseoir une paix durable.

Mandat

En tant que tel, le travail de la Section des Affaires Civiles participe à la mise en oeuvre du mandat dans son entièreté et fait partie intégrante du noyau d'une Mission de maintien

de la Paix. Le rôle joué par la Section des Affaires Civiles délimite le rôle d'une Mission de maintien de la Paix vis-à-vis de ses partenaires.

Représentation de la Mission, suivi et facilitation au niveau local

Le personnel de la Section des Affaires Civiles représente la Mission et interagit avec les acteurs locaux sur tous les aspects opérationnels et sur toutes les activités de la Mission.

La section constitue un cadre de discussion privilégié qui permet à la population de communiquer ses priorités et ses perceptions concernant le processus de pacification ainsi que ses préoccupations au regard de l'action de la Mission dans le pays hôte. Les conditions de développement au niveau local sont évaluées en fonction du travail politique et opérationnel effectué au niveau national par la Mission. L'analyse des conflits actuels, de même que les premiers signes de conflits potentiels lui sont transmis, et les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du mandat de la Mission sont régulièrement évalués.

Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en RDC et dans la région

Le soutien des Nations Unies pour l'exécution des engagements de la RDC

Les Nations Unies accompagnent la République démocratique du Congo pour la mise en œuvre des six engagements nationaux souscrits au titre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération.

✉ Par Florence Marchal/Bureau intégré

Début juin, un séminaire national sur l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération s'est tenu à Kinshasa. Il avait pour objectif de renforcer le dialogue sur les politiques et stratégies de programmation et de présenter des propositions d'actions prioritaires qui contribueront à l'exécution des engagements nationaux souscrits par la République démocratique du Congo (RDC).

Cet atelier, placé sous l'autorité du Premier ministre et organisé par le ministère du Plan et le Mécanisme national de suivi (MNS) en étroite collaboration avec la communauté internationale, représentait un cap décisif dans la mise en œuvre de l'Accord-cadre. Il a été conçu, préparé et mis en œuvre grâce à la participation active des Nations Unies conformément au mandat qui leur est conféré par les résolutions 2098 (2013), 2147 (2014) et 2211 (2015) du Conseil de sécurité. Ce soutien intervient à plusieurs niveaux. Tout d'abord, celui de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs qui dirige, coordonne et évalue la mise en œuvre des engagements nationaux et régionaux en coordination et avec le soutien du Représentant spécial pour la République démocratique du Congo. Ainsi, le Conseiller spécial de l'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs, Modibo Touré, était présent à Kinshasa lors de la session politique du séminaire. Son bureau comme la MONUSCO et les partenaires au développement ont, en outre, apporté un soutien logistique et financier à l'organisation de l'événement.

Autre acteur clé intervenant dans l'accompagnement du Gouvernement dans la mise en œuvre et le suivi de l'Accord-cadre: Le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) pour la RDC dont le rôle est de soutenir, coordonner et évaluer la mise en œuvre des engagements nationaux en collaboration avec l'envoyé spécial pour la région des Grands Lacs. Il fournit aussi des bons

offices, contribue à la mobilisation des partenaires, conseille et soutient le gouvernement congolais pour la mise en œuvre de ses six engagements.

Une unité dédiée à l'Accord-cadre d'Addis-Abeba au sein de la MONUSCO

Pour soutenir le rôle du RSSG, la MONUSCO a également mis en place une unité dédiée à l'Accord-cadre d'Addis-Abeba au sein du pilier dirigé par le Représentant spécial adjoint/Coordonnateur résident/Coordonnateur humanitaire. Cette équipe soutient, coordonne, suit et rapporte sur l'exécution des six engagements nationaux. Sa mission principale est de veiller à ce que le système des Nations Unies et la communauté internationale adoptent une approche coordonnée et harmonisée dans leur soutien à la mise en œuvre de l'Accord-cadre.

Elle effectue également un plaidoyer en faveur de l'implication de la société civile dans toutes les questions liées à l'Accord. Cette unité a été activement engagée, tout comme le secrétariat du Groupe de Coordination des Partenaires (GCP) et des représentants de la société civile, dans l'organisation du séminaire de début juin en prodiguant à la fois conseils et appui technique au MNS et au Ministère du Plan afin que les actions prioritaires en relation avec les engagements nationaux du PSCF soient intégrées dans les programmes, budgets et cadres stratégiques du gouvernement de la RDC. Ces activités s'inscrivent dans la continuité des actions déjà réalisées par l'Unité depuis sa mise en place fin 2013. C'est elle qui co-présidait, aux côtés du MNS et du Ministère du Plan, le comité technique chargé de coordonner l'ensemble des acteurs impliqués dans le processus de suivi des indicateurs de progrès, un processus qui avait abouti, en septembre 2014, à la validation du tableau de référence par le chef de l'état congolais ■

L'ABC de l'Accord-cadre

L'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération signé le 24 février 2013 à Addis-Abeba comporte des engagements aux niveaux national, régional et international pour ramener la paix et la sécurité dans l'est de la RDC et la région. Il est mis en œuvre avec le soutien des quatre organisations intergouvernementales qui en sont garantes : la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine.

13 États signataires : Afrique du Sud, Angola, Burundi, Kenya, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Soudan, Soudan du Sud et Zambie.

5 engagements au niveau international, 7 au niveau régional et 6 pour la RDC : Réforme du secteur de la sécurité, consolidation de l'autorité de l'état, décentralisation, développement économique, réformes structurelles des institutions gouvernementales, réconciliation, tolérance et démocratisation.

Février 2014 : Lancement du processus de développement des jalons et indicateurs de progrès par une série d'ateliers de sensibilisation, d'appropriation et de formation.

Mars 2014 : Tenue d'ateliers techniques participatifs avec l'objectif de développer un tableau de référence.

Juillet 2014 : Validation par le Gouvernement, sous la présidence du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et en présence des membres du Gouvernement et des partenaires de la Communauté internationale et de la société civile, d'un tableau de référence comprenant 56 jalons et 247 indicateurs de progrès.

Septembre 2014 : Validation et appropriation par le Président de la RDC en sa qualité de Président du Comité de pilotage du MNS du tableau de référence. Le Président demande à son gouvernement d'intégrer les interventions, mesures et actions nécessaires à la mise en œuvre des engagements nationaux souscrits au titre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba dans les cadres stratégiques et programmatiques nationaux.

Juin 2015 : Tenue d'un Séminaire national d'identification des interventions, mesures et actions nécessaires à la mise en œuvre des engagements nationaux.

Une exposition photographique

La MONUSCO immortalise ses 15 ans de présence en RDC

Par Jean Marc Matwaki/MONUSCO

La salle d'exposition de l'Institut français – Halle de la Gombe a servi de cadre du vendredi 22 mai au samedi 6 juin 2015 à l'organisation d'une exposition photo sur le travail de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO). Quarante photos prises dans divers coins et recoins de la RDC ont créé une grande attraction du public. La MONUSCO a présenté à la population congolaise un bref aperçu de ses grandes réalisations. La cérémonie de vernissage était présidée par le Représentant Spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Martin Kobler, en présence du ministre de la Communication et Médias, Lambert Mende qui a reconnu le rôle non négligeable de la Mission onusienne dans le processus de la restauration d'une paix durable en RDC. Cette exposition était organisée en prélude aux festivités des 70 ans d'existence de l'Organisation des Nations Unies.

Comme son titre l'a indiqué, "la MONUSCO en images : 15 ans d'actions en RDC",

cette exposition à travers quarante photos jette un regard sur les 15 ans d'un travail intense et collégial pour bâtir la paix en RDC.

La MONUSCO est présente en RDC depuis 1999 et son mandat a évolué au fil du temps. Ce mandat est prescrit dans une grande variété de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, notamment les résolutions 2198, 2147, 2136, 2098, 2078, 2076 et 2053. Ces résolutions couvrent une diversité de volets entre autres : la Paix, la Protection des civils, la Sécurité, la Stabilité, la Démocratie, le Développement, la Réforme du secteur de Sécurité, la Réforme de la Justice et de l'administration pénitentiaire, la Bonne gouvernance, Mines et Environnement, Droits humains... ■



En avant plan, de gauche à droite, le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Martin Kobler, le Ministre de Communication et de Médias, Lambert Mende, le Directeur de la Division de l'Information Publique de la MONUSCO, Charles Antoine Bambara s'extasiaient devant une belle sculpture capillaire

Photo MONUSCO Abel Kavanagh

FEMMES DU CONGO : CAP VERS L'ESPERANCE



Caddy Adzuba, journaliste à la Radio Okapi / Photo Tiers

Par Jean Marc Matwaki/MONUSCO

L'Ambassade d'Espagne, en collaboration avec la Délégation de l'Union Européenne, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Institut français de Kinshasa, la Fondation Hironnelle et Air France ont organisé l'exposition "Femmes du Congo : La Route vers l'espérance" de la photographe Isabel Muñoz qui a été présentée à la salle d'exposition de l'Institut français de Kinshasa le 11 juin.

Cette exposition s'est voulue un hommage aux femmes congolaises et plus particulièrement à la figure de Caddy Adzuba, Prix Prince des Asturies de la Concorde, pour son activité en faveur des femmes victimes de violence sexuelle dans l'est du Congo.

Cette œuvre offre cependant une vision positive et pleine d'espoir, démontrant

comment avec effort et persévérance il est possible de passer d'une réalité très négative à une autre positive, comme l'a prouvé Caddy elle-même et son ONG à travers son projet de microcrédits.

L'exposition a été suivie d'une conférence sur la condition de la femme, présentée par Caddy Adzuba et d'autres représentants de l'ONG "Association des Femmes des Médias du Sud Kivu" (AFM/SK) appuyée de divers documents audiovisuels d'un grand intérêt

Caddy Adzuba est journaliste à Radio Okapi, station de Bukavu et membre de l'Association des Femmes des Médias de l'Est du Congo, qui a permis que des plaidoyers aient pu être entendus à la Cour Pénale Internationale et au Sénat des Etats-Unis sur les violences sexuelles contre les femmes en RDC ■



Photo Tiers

5 juin - Journée mondiale de l'environnement

“Devenons de meilleurs gardiens de notre planète recommandent les Nations Unies”

✉ Par Aissatou Laba Toure/MONUSCO

La journée mondiale de l'environnement a été célébrée cette année sous le thème *“Sept milliards de rêves. Une seule planète. Consommons avec modération”*.

Dans son message diffusé à cette occasion, le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a appelé à réfléchir aux incidences des choix de l'humanité sur l'environnement, l'exhortant à devenir meilleur gardien de sa planète.

“L'humanité continue de consommer bien plus de ressources naturelles que la planète ne peut en fournir durablement. De nombreux écosystèmes approchent dangereusement du point de non-retour. Il est temps pour nous de changer” a déclaré Ban Ki-moon.

“En cette année de transformations qui, espérons-le, sera porteuse de grandes avancées dans les domaines du développement durable et des changements climatiques, célébrons la Journée mondiale de l'environnement en prenant davantage conscience de notre empreinte écologique. Réfléchissons aux incidences de nos

choix sur l'environnement. Devenons de meilleurs gardiens de notre planète” a-t-il précisé.

“Nous ne pouvons pas nous permettre de gaspiller, alors que les ressources se raréfient et que les prix augmentent. Malgré tout, il est encore possible de relever le défi de la diminution et de la restriction des ressources et de créer des opportunités qui déboucheront sur des économies prospères et une planète saine pour les générations à venir”, a souligné pour sa part Achim Steiner, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement. Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, pour sa part a ajouté.

“La RDC possède la moitié des forêts et des ressources en eau de l'Afrique. Dans ce contexte, pour la RDC, l'exploitation raisonnée et efficace des ressources, ce n'est pas seulement une nécessité économique, mais une obligation morale et le Système des Nations Unies ne cesse de croire son soutien au gouvernement afin de lier développement humain et préservation naturelle”.

Une récente (2015) étude coordonnée

par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et la MONUSCO révèle le rôle majeur que joue l'exploitation et le commerce illicite de nombreuses ressources naturelles. Selon les estimations du rapport, de l'or, des minéraux, du bois, du charbon et de la faune sauvage d'une valeur de 0,7 à 1,3 milliards de dollars américains sont exploités et trafiqués chaque année à partir de l'Est de la RDC. La vaste majorité des bénéfices de ce commerce illicite vont aux réseaux transnationaux de crime organisé, et que ces opérations financent au moins 25 groupes armés qui continuent de déstabiliser l'Est du pays.

Le rapport propose un certain nombre de mesures à prendre pour répondre à la menace croissante du crime organisé en RDC, et appelle à une action concertée pour stopper ce commerce illicite. Pour répondre à l'appel de cette Journée Mondiale de l'Environnement, il sera également essentiel que la RDC s'engage dans la voie de l'économie verte, visant à réaliser un développement véritablement durable au profit d'environ 70 millions d'habitants ■



Les Nations Unies pour l'entretien de la paix
One UN

Echidos MONUSCO
Ces actions militaires de l'Etat de la RD Congo ont pour objectif : Neutraliser les FDLR